



COORDINATION SUD



CAPITALISATION

**COMMENT ARTICULER
LES ENJEUX DE GENRE
ET DE JEUNESSES
DANS LES PROJETS
DE SOLIDARITE
INTERNATIONALE ?**



Coordination SUD est la coordination nationale des organisations françaises de solidarité internationale.

Association loi 1901 fondée en 1994, [Coordination SUD](#) rassemble, aujourd'hui, 182 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, ces organisations mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Pour le secteur associatif de droit français de la solidarité internationale, Coordination SUD, avec ses organisations membres, assure quatre missions : la promotion et la défense d'un environnement favorable à l'action et l'expression des organisations de la société civile (OSC), l'appui et le renforcement de ces mêmes OSC, la construction et la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde sur les politiques de solidarité internationale ; et enfin, la veille et la prospective sur la solidarité internationale et son secteur associatif, leurs évolutions et enjeux.

« Déchiffrer le monde réel en le dépouillant des visions et des valeurs dont la langue, toute langue, est porteuse, c'est en déranger l'ordre institué, en bouleverser les hiérarchies. »*

C'est aussi pourquoi Coordination SUD utilise l'écriture inclusive, à tout le moins non exclusive, pour l'ensemble de ses publications, tirée des orientations et principes suggérés par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) français.

Quelques petits changements d'habitude en plus de procédés de rédaction très simples et très concrets permettent de donner à écrire, lire, voir et comprendre le monde et les sociétés dans leur pluralité. Ainsi, cette publication repose sur :

- des formulations neutres (ex. présidence plutôt que président),
- des noms et adjectifs épiciènes, (ex. responsable plutôt que chef),
- le dédoublement des mots (ex. citoyennes et citoyens) en respectant l'ordre alphabétique pour leur citation,
- l'accord de proximité avec le dernier nom, qu'il soit féminin ou masculin, singulier ou pluriel,
- un recours, si besoin est, au point médian.

Les visuels utilisés par Coordination SUD complètent cette expression inclusive évitant les stéréotypes de genre et bousculant nos réalités, et surtout leurs compréhensions.

* Annie Ernaux, Prix Nobel de Littérature 2022, Discours, Stockholm, 7 décembre 2022



LE PROJET « PLACE AUX JEUNES ! »

Le projet « Place aux Jeunes ! »

Le projet « *Place aux Jeunes ! : Pour une transversalisation des questions de jeunesses, actrices de la solidarité internationale ici et là-bas* » (PAJ) est accueilli administrativement par E&D et porté par un consortium de 13 organisations au sein de la Commission Jeunesses et Solidarité Internationale (CJSI) de Coordination SUD. Celle-ci regroupe une quarantaine d'organisations de la société civile (OSC) intéressées dans la promotion des jeunesses comme actrices des changements sociaux, politiques, économiques, et non simples bénéficiaires des politiques et programmes qui les concernent.

Le projet « **Place aux Jeunes ! : Pour une transversalisation des questions de jeunesses, actrices de la solidarité internationale ici et là-bas** » (PAJ) est accueilli administrativement par E&D et porté par un consortium de 14 organisations de solidarité internationale (OSI) et associations de jeunesses et d'éducation populaire (AJEP) de la Commission Jeunesses et Solidarité Internationale (CJSI) de Coordination SUD et financé par l'AFD.

Le projet vise à (1) renforcer et transversaliser la place des jeunesses dans les projets, structures et gouvernance des organisations de la société civile (OSC) de solidarité internationale, et (2) veiller à la prise en compte transversale de leurs enjeux par et à leur participation dans les politiques publiques, en particulier de solidarité internationale.

En ce sens, les actions de PAJ sont multiples : formations, ateliers d'échanges de pratiques, dispositif d'accompagnement par les pairs, plaidoyer, création d'outils de capitalisation et de valorisation, publication d'états des lieux des pratiques et des savoirs, etc.

Les membres du consortium : Cnajep, Engagé-e-s & Déterminé-e-s, ESSOR, FORIM, France Volontaires, Grdr Migration – Citoyenneté – Développement, GRET, IRAM, Plan International France, Migrations & Développement, Réseau Euromed France, Scouts & Guides de France et Solidarité Laïque.



REMERCIEMENTS

Nous remercions les organisations ayant participé à ce travail de capitalisation sur la thématique « genre et jeunesse » dans le cadre de l'atelier regard croisé du 5 juillet 2021 : le Planning Familial, Quartier du monde, Partage, ESSOR, Agronomes et Vétérinaires sans Frontières, et Plan International France.

Nous remercions également l'équipe d'animation de cet atelier collectif : Anaïs Mesnil (E&D), Aurélie Cérisot (Groupe Initiatives), Agnès Lambert (Iram) et Clémence Iste (E&D).

Nous remercions enfin toutes celles et ceux qui ont participé à l'écriture et à la relecture de ce document : Casper Dufaux (Egae), William Feys (E&D), Arthur Beauté (E&D), Claire De Sousa Reis (E&D), Anaïs Mesnil (E&D), Clémence Iste (E&D), Mélanie Pelascini (Coordination SUD), Michelle Perrot (Plan International France) et Elise Wilhelm (Scouts et Guides de France).



SOMMAIRE

INTRODUCTION P. 4

Pour une articulation des enjeux de genre et de jeunesses P. 2

Objectif et démarche de la capitalisation P. 2

PHASE 1 : LE DIAGNOSTIC P. 8

Introduction P. 9

Présentation des projets P. 10

Articulation des enjeux de genre et de jeunesses P. 13

Nos recommandations P. 14

PHASE 2 : LA MISE EN ŒUVRE P. 15

Introduction P. 16

Présentation des projets P. 17

Articulation des enjeux de genre et de jeunesses P. 19

Nos recommandations P. 20

PHASE 3 : LE SUIVI-ÉVALUATION P. 22

Introduction P. 23

Présentation des projets P. 24

Articulation des enjeux de genre et de jeunesses P. 25

Nos recommandations P. 26

POUR ALLER PLUS LOIN P. 27

Nos recommandations généralistes P. 28

Zoom sur la gouvernance P. 29

CONCLUSION P. 30

Sigles et abréviations P. 31

INTRODUCTION

POUR UNE ARTICULATION DES ENJEUX DE GENRE ET DE JEUNESSES

L'émergence des enjeux de genre et de jeunesse

La prise en compte des enjeux de jeunesse et de genre, et en particulier leur articulation, dans le secteur de la solidarité internationale prend de l'ampleur ces dernières années parmi les organisations françaises.

L'Organisation des Nations Unies (ONU), le Conseil des Droits de l'Homme, le Comité Interministeriel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID), l'Union Européenne (UE) ou encore le ministère de l'Europe des Affaires Etrangères (MEAE) ont produit de nombreux textes de références réaffirmant la nécessité de rendre les jeunes femmes actrices du changement¹.

Cependant, les jeunes femmes sont confrontées à un double discours : le premier leur reproche de ne pas faire suffisamment ou assez bien, autrement dit ne les considère pas capables d'être pleinement actrices de ce changement ; le second les positionne a contrario comme porteuses d'espoirs et d'actions transformatrices, donc les considère comme forme potentielle de changement.

Ce second discours, s'il semble a priori positif, porte également en lui la critique que les jeunes femmes ne sont qu'en rupture avec les actions des personnes plus âgées. En d'autres termes, la question de la prise en compte des jeunes femmes comme actrices suscite des désaccords, entre inquiétudes et espoirs, mais apparaît néanmoins nécessaire et fondamentale.

La prise en compte des problématiques d'intégration du genre dans les projets et les organisations de la société civile (OSC) continue de se développer malgré de nombreuses disparités entre les organisations. Parmi ces disparités, on trouve notamment des différences relatives à la définition et au cadre de l'approche genre. Ces divergences entraînent des conséquences sur les actions mises en place.

Ces définitions et approches sont majoritairement portées sur l'égalité filles-garçons et femmes-hommes, sans prendre en compte d'autres types de rapports sociaux liés au genre, comme l'orientation sexuelle ou encore les transidentités et la non-binarité et sans porter attention à déconstruire les rapports sociaux et les dominations que ceux-ci structurent.

La perspective intersectionnelle

Au-delà de la définition en elle-même de l'approche genre et du terme genre, on retrouve le besoin d'une prise en compte plus large intégrant une perspective intersectionnelle. L'intersectionnalité, initialement conceptualisée par Kimberlé Crenshaw pour parler spécifiquement de l'intersection entre le sexisme et le racisme vécus par les femmes noires précaires américaines, est aujourd'hui utilisé à propos de "tout individu [qui] se trouve à la croisée de différentes identités qui le caractérisent comme son origine géographique, ethnie, religion, orientation sexuelle, classe sociale, âge, la "race", l'état de santé, aspect ou sexe" et pour mettre en lumière "les minorités dans les minorités, de penser la multiplicité des discriminations" et d'analyser "la manière dont les différents systèmes d'oppression s'articulent et se renforcent mutuellement"².

Ainsi, il convient de s'efforcer d'articuler les enjeux de genre et de jeunesse, y compris dans le cadre des politiques, programmes, projets et structures de solidarité internationale. Si cette articulation commence à émerger, la prise en compte de cette articulation paraît encore trop partielle. Hormis une tentative de la plateforme Genre et développement via un groupe de travail « genre et jeunesse » en 2016³ (tentative portée d'ailleurs par le secteur associatif), il n'y a pas eu d'initiative plus marquante du côté des institutions françaises. Ce travail d'articulation, intégré

1. ONU (2015), Jeunesse 2030 ; Conseil des Droits de l'Homme (2019), Résolution 41/13 ; ONU (2018), Résolution 2419 ; ONU (2015), Résolution 2250 ; CICID (2016), Relevé de conclusions du 8 février 2018 ; MAEDI (2015), L'action extérieure de la France pour la jeunesse ; Union Européenne (2018), The European Union Youth Strategy 2019-2027

2. CNCD (2020), Lexique de termes décoloniaux (p. 18)

3. Ce groupe de travail a produit une note : MAEDI (2016), Contribution à l'opérationnalisation de la stratégie jeunesse

dans l'approche « jeunesses actrices » de la Commission Jeunesses et Solidarité Internationale (CJSI) de Coordination SUD⁴, doit encore être renforcé. C'est à cela que le présent document souhaite contribuer.

Quelle définition des « jeunesses » et du « genre » ?

Il semble important de commencer par proposer une définition des termes. La notion de « jeunesses » est fortement liée à des pratiques sociales et culturelles, qui varie dans le temps et qui varie d'un contexte à l'autre, notamment en fonction du genre et de la classe sociale des personnes concernées. Il paraît pour cela plus adapté de parler de « jeunesses » au pluriel, afin d'en reconnaître la diversité, et de se référer à un processus de transition entre l'enfance et l'âge adulte - processus conduisant à une autonomisation socio-économique, citoyenne et politique - plutôt que de se référer à une tranche d'âge fixe.

La notion de genre dépasse les catégories femmes-hommes. C'est avant tout un élément constitutif de l'organisation sociale et des relations de pouvoir, qui évolue selon les contextes sociaux, géographiques et historiques. Dans une perspective intersectionnelle, le genre s'articule avec d'autres facteurs tels que l'origine réelle ou supposée, la classe sociale, l'identité sexuelle, l'âge et d'autres. Le genre est une construction sociale qui tend à imposer et naturaliser des rôles sociaux hiérarchisés (hommes et femmes, par exemple) et produit un système de dominations qui impacte en particulier les femmes et les personnes LGBT+. Ainsi, il semble important d'adopter une perspective intersectionnelle de genre pour déconstruire et dénaturer le système de genre et défaire les relations de pouvoirs qu'il structure.

L'OBJECTIF POURSUIVI ET LA DÉMARCHE MISE EN ŒUVRE

L'ambition d'établir un état des lieux des pratiques

Dans le cadre du projet « Place aux Jeunes ! », un premier état des lieux sur la prise en compte des jeunesses dans les projets et organisations de solidarité internationale a été réalisé en 2020⁵. Cet état des lieux montre qu'un certain nombre d'organisations s'intéresse aux enjeux dits de « jeunesses actrices » (identifiant au passage quelques bonnes pratiques), et identifie également les besoins des OSC en termes de formation et d'accompagnement pour se renforcer sur le sujet. En effet, nombre d'OSC sont encore au début de leur réflexion et de leur expérimentation. Dans de nombreux cas, les organisations considèrent encore les jeunesses comme un tout homogène et ne font que très peu la distinction entre les enjeux de participation des jeunesses au sein des projets de solidarité internationale et dans le fonctionnement interne des organisations. De plus, l'approche « jeunesses actrices » est perçue différemment à la fois en fonction des identités et de l'implication des personnes dans les structures.

Ce premier état des lieux met en lumière l'avancement plus important des associations de jeunesses et d'éducation populaire (AJEP) sur ces enjeux, grâce aux outils de pédagogie active et de formes participatives et horizontales qu'elles ont développées et qu'elles mettent en œuvre. Les organisations de solidarité internationale (OSI) et les AJEP menant des actions de solidarité internationale ont exprimé, dans le cadre de cet état des lieux, un certain nombre de besoins de formation et d'accompagnement.

Cet intérêt, grandissant, pour les enjeux de « jeunesses actrices » découle en premier lieu de l'enjeu de renouvellement auquel font face ces organisations, pour beaucoup vieillissantes. Il est également motivé par le constat d'une diversité des formes d'engagement des jeunesses, qui s'engagent en nombre dans des organisations aux formes plus horizontales et moins structurées, ou dans des collectifs informels, autrement dit qui s'organisent selon des modalités souvent étrangères au secteur associatif plus classique.

Cette nouvelle publication vient compléter et renforcer le premier état des lieux général en adop-

4. CJSI (2020), Intégrer les jeunesses dans les politiques françaises de développement (p.10). Cette articulation a été mise en œuvre concrètement via un travail conjoint de plaidoyer opéré en 2021 et 2022 entre la CJSI et la Commission Genre et développement de Coordination SUD. Voir par exemple : Coordination SUD (2022), Incarner la diplomatie féministe et l'approche jeunesses actrices.

5. CJSI (2020), Etat des lieux de la prise en compte des jeunesses dans les organisations françaises de solidarité internationale

tant une approche croisée de deux enjeux transversaux : genre et jeunesses. Cet angle “genre & jeunesses”, identifié par la CJSI de Coordination SUD, souligne l’aspect indissociable de ces deux approches transversales. Il a notamment été porté par la CJSI et la Commission Genre et développement conjointement dans une note de positionnement dans le cadre de la présidence française du Conseil de l’Union Européenne. Cet état des lieux vise à poursuivre ce travail dans une approche plus opérationnelle.

Méthode et mise en garde

Cet état des lieux tire ses sources d’un atelier de “regards croisés”⁶, qui s’est déroulé le 5 juillet 2021, et d’entretiens individuels au cours des mois de novembre et décembre 2021. L’ambition était de dépasser le simple inventaire des bonnes pratiques pour mettre plus largement en lumière :

- Les enjeux liés à la prise en compte transversale des enjeux de genre et de jeunesses dans les projets de solidarité internationale et les problématiques que cela soulève ;
- Les expériences et projets qui ont pu déjà être menés par les organisations membres de Coordination SUD sur le sujet ;
- Les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées ;
- Les enseignements et recommandations à en tirer.

Toutes les expériences partagées dans cet état des lieux sont situées dans des contextes de mise en œuvre variés et à des échelles différentes. Il n’existe aucune méthode clé en main. Cette publication invite à s’inspirer des recommandations et à adapter les éléments en fonction du contexte et des enjeux de chacun et chacune. Ce qui est présenté ci-dessous ne peut donc être appliqué uniformément.

Définition de la thématique et choix des organisations participantes

Il s’agissait tout d’abord de définir collectivement la thématique et l’orientation à donner à cet atelier regard croisés :

1. Invitation des membres de la CJSI à identifier, sur un document partagé, une ou plusieurs questions qui leur semblaient importantes à traiter pour réfléchir et analyser la prise en compte des enjeux de genre et de jeunesses dans les projets de solidarité internationale ;
2. À partir des questions proposées, un nombre limité d’entre elles ont été collectivement sélectionnées, permettant de préciser l’orientation donnée à l’atelier ;
3. Une fois ce cap donné, un travail d’identification des organisations pertinentes pour la participation à l’atelier a été mis en place, prioritairement parmi les membres de la CJSI et la commission Genre et développement de Coordination SUD.

Afin de faciliter l’échange entre les participants et participantes pendant l’atelier et permettre d’aller plus en profondeur dans les expériences et projets de chacun et chacune, celui-ci a été ouvert à 5 organisations :

- Partage et le Dispensaire Trottoir
- Le Planning familial
- Quartiers du Monde
- Essor
- Plan International France

6. Cette méthodologie d’atelier permet à chacun-e d’apporter son regard sur un des projets présentés. Elle permet de venir enrichir et questionner les pratiques et les expériences des projets et in fine de croiser les regards sur les projets.

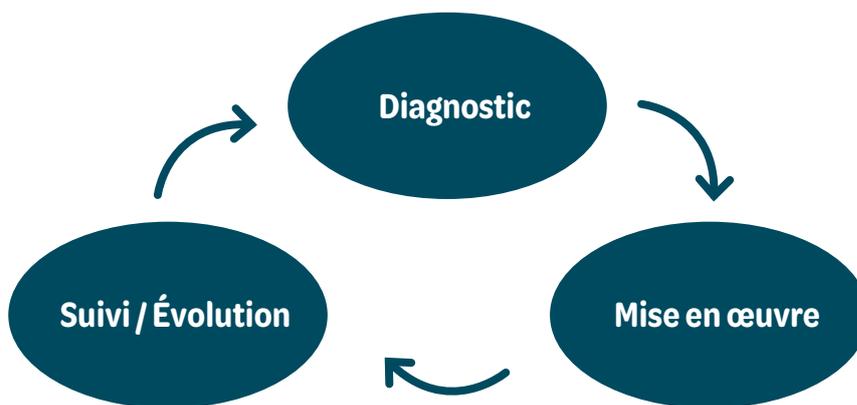
Une approche par le cycle de projet

Durant l’organisation de l’atelier, nous avons décidé de traiter d’abord une approche par projet. En effet, les structures invitées à l’atelier sont des structures ayant déjà pu travailler sur la prise

en compte croisée des enjeux de genre et de jeunesses dans un ou plusieurs de leurs projets et pouvant ainsi partager des expériences concrètes sur la thématique. Par ailleurs, l'implication et les choix pris à l'échelle organisationnelle sont fondamentaux dans la prise en compte de l'approche genre et jeunesses. Vous retrouverez dans le développement ainsi que nos conclusions certaines recommandations sur ce point.

Ainsi, chaque organisation a sélectionné un « projet » pour lequel elles avaient adopté une approche transversale des enjeux de jeunesses et de genre, et est revenu sur l'intégration de l'approche sur 3 étapes des étapes du cycle de projet :

- La phase de diagnostic,
- La phase de mise en œuvre et
- La phase de suivi/évolution



Les projets sélectionnés par les organisations ont été pour :

- Partage et le Dispensaire Trottoir, le projet *Amélioration des conditions d'accès à l'hygiène, à l'éducation à la gestion de la santé sexuelle et reproductive à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)*
- Le Planning familial, le projet *PADSJ : un Programme d'Appui aux Droits et la Santé de Jeunes*
- Quartiers du Monde, le projet *Histoires Urbaines*
- Essor, le projet : *FIP'Action*
- Plan International France, le projet *Pionnières pour l'avenir*

Chaque organisation a présenté son projet pour l'une des phases. De cette phase de présentation s'en est suivi un échange de pratiques et des recommandations de la part des autres structures. Enfin, nous avons réalisé quatre entretiens avec Partage et le Dispensaire Trottoir, Essor, Planning Familial, Plan International France, pour approfondir les éléments apportés lors de l'atelier regards croisés. Les personnes conviées à ces entretiens individuels étaient les chargées de projets ou programmes. Ces entretiens d'une heure ont permis d'apporter de nouveaux éléments de réponses et sont venus enrichir cet état des lieux.



PHASE 1: LE DIAGNOSTIC

Introduction	P.9
Présentation des projets	P.10
Articulation des enjeux de genre et de jeunesses	P.13
Nos recommandations	P.14



PHASE 1: LE DIAGNOSTIC

INTRODUCTION

QU'EST-CE QUE LE DIAGNOSTIC ?

Le diagnostic est la première étape d'un cycle de projet mais également un préalable essentiel pour envisager des moyens cherchant à résoudre certaines problématiques.

C'est un état des lieux du contexte géographique, politique, social, économique, environnemental, légal, dans lesquels le projet va s'inscrire mais également un moyen d'analyser les problèmes existants, les demandes d'intervention du public cible, des potentielles difficultés à venir et un tour d'horizon des partenaires mobilisables. La finalité de cette phase est d'avoir suffisamment d'information pour déterminer les actions à venir en cohérence avec le diagnostic et pour éviter que le projet soit porteur de biais inconscients et ait un impact négatif non anticipé sur les publics cibles.

POURQUOI ARTICULER LES ENJEUX DE GENRE ET DE JEUNESSES DANS LE DIAGNOSTIC ?

L'importance d'un diagnostic articulant les approches genre et jeunesse est de prendre en compte les réalités différenciées (besoins, attentes, problématiques spécifiques) des publics cibles. En fonction de l'âge, du genre, ou encore de l'origine socio-culturelle réelle ou supposée, les besoins et problématiques varient. Ainsi, pour répondre à ces difficultés, il sera nécessaire d'intégrer une approche genre et jeunesse par la suite dans la mise en œuvre du projet et des actions mises en place. Cette approche permet de réfléchir en amont du projet à des objectifs, des actions et des résultats de la prise en compte de ces enjeux transversaux.

Prendre en compte le genre et les enjeux de jeunesse dans l'étape du diagnostic est fondamental pour proposer un projet pertinent avec le contexte d'intervention.

PRÉSENTATION DES PROJETS

Dans cette partie, nous présentons les organisations et leur projet pour en faire ressortir les éléments relatifs au diagnostic, les difficultés rencontrées par ces organisations et les solutions proposées par lors de l'atelier pour dépasser celles-ci.

DISPENSARE TROTTOIR ET PARTAGE

Amélioration des conditions d'accès à l'hygiène, à l'éducation à la gestion de la santé sexuelle et reproductive à Bobo-Dioulasso

Quelques données clés sur le projet :

Localisation : Burkina Faso, région des Hauts-Bassin, Bobo-Dioulasso

Bénéficiaires du projet : 1260 élèves du primaire, 1400 élèves de collèges et lycées, 36 enseignantes et enseignants du primaire, 156 professeur-e-s et responsables des lycées et collèges, 2 animateurs et animatrices de l'association.

Partenaire : Dispensaire Trottoir (Burkina Faso)

Années de réalisation : 2019 – 2021.

Partage et son partenaire local Dispensaire Trottoir ont coopéré dans un objectif d'améliorer les conditions d'hygiène au sein de sept établissements scolaires burkinabés et de sensibiliser à la santé sexuelle et reproductive. Ce projet vise aussi à apporter un changement significatif auprès des bénéficiaires, notamment les jeunes filles, en matière de promotion d'hygiène et de santé.

Résultats attendus :

- Réhabiliter et construire des toilettes
- Former les élèves sur la gestion et l'entretien des infrastructures
- Sensibiliser les jeunes à l'importance d'une hygiène correcte
- Former les jeunes à la santé sexuelle et reproductive et sur les approches du genre
- Former les adultes sur les mêmes thématiques pour que jeunes et adultes puissent coopérer davantage

Sur le diagnostic :

Les responsables des établissements burkinabés ont alerté les membres du Dispensaire Trottoir sur la vétusté des toilettes et leurs conséquences sur la scolarité et le bien-être des jeunes filles notamment. La question des menstruations demeure un problème tabou au Burkina Faso (comme dans de nombreux pays, par ailleurs) entraînant une impréparation des jeunes à la gestion de celles-ci. Cela entraîne des conséquences immédiates sur leur absentéisme à l'école dû à l'angoisse et au stress générés ou à cause de menstruations douloureuses et abondantes.

En ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive, une étude publiée dans le Pan African Medical Journal 2016 note que 13,6% des jeunes avaient eu leurs premiers rapports avant 16 ans. 24,4% des jeunes sexuellement actifs et actives, avaient au moins deux partenaires sexuel-le-s différents au cours des 12 mois précédents l'enquête.

Une série d'entretiens a été réalisée avec les jeunes, les parents d'élèves et les acteurs et actrices publiques locales pour réfléchir à ce projet. Il était nécessaire d'inclure l'ensemble des parties

prenantes dans la phase de diagnostic pour favoriser une mise en œuvre du projet qui ne se concentre pas seulement sur les jeunes filles mais aussi sur leur environnement direct (parents, camarades etc.). Lors de cette phase de diagnostic, les enjeux des jeunes en situation de handicap ont été pris en compte.

Le Dispensaire Trottoir a montré la nécessité de réhabiliter et de construire des toilettes non-mixtes, pour répondre aux besoins des jeunes filles et de leurs menstruations. Ces échanges ont aussi permis de mettre en lumière le manque de connaissances des jeunes filles et garçons sur les enjeux de santé sexuelle et reproductive⁷. L'intérêt de ce projet est donc de faire des adolescentes et adolescents, sensibilisés à ces enjeux, des ambassadeurs et ambassadrices auprès des autres. C'est pourquoi les modules de sensibilisation ont été pensés avec un vocabulaire adapté aux jeunes. De plus, il était également nécessaire de sensibiliser les parents sur la facilité de parler de ces sujets avec leurs enfants.

Il était important, dans le cadre du diagnostic, de travailler avec des structures qui avaient déjà un passé partenarial afin de faciliter le dialogue et de mener à bien le projet. Partage a alors réalisé une double analyse : les besoins nécessaires et les écoles avec lesquelles il serait pertinent de travailler dans ce projet.

LE PLANNING FAMILIAL

PADS : un Programme d'Appui aux Droits et la Santé des Jeunes

Quelques données clés sur le projet :

Localisation : Burkina Faso (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso)

Bénéficiaires :

- **Formations :** 10 formatrices, 22 animateurs et animatrices ; 54 pairs-éducateurs et éducatrices (50% de filles et 50% de garçons) ; 110 adultes (corps éducatif, parents, leader) ; 24 professionnel-le-s de santé
- **Participant·es et participants aux activités du projet :**
 - 960 jeunes (maison des jeunes et centre de santé) ; 1800 élèves dont 1000 élèves du primaire, 400 élèves du collège et 400 élèves du lycée.
 - 2100 jeunes et adultes lors des événements dans les quartiers

Partenaires : Le RENASAGE et l'association MAIA

Années de réalisation : 2020-2023.

Le Planning familial développe un projet en direction des jeunes en cycle primaire ou secondaire pour travailler conjointement sur la question de leur sexualité à travers le prisme du rapport à soi et des relations affectives. L'objectif est de créer une dynamique inclusive et positive autour des enjeux de droit à une santé sexuelle et reproductive, de lutte contre le VIH/SIDA en intégrant leurs environnements scolaire et sanitaire de quartiers.

Résultats attendus :

- Former des pairs éducateurs et éducatrices · jeunes filles et garçons
- Former ces jeunes dès l'école primaire mais aussi les parents et les leaders religieux
- Former des professionnel-le-s de santé à l'approche jeunesse et construire un circuit de référencement solide

7. La santé sexuelle et reproductive est un état de bien-être physique, affectif, mental et social concernant tous les aspects de la sexualité et de la reproduction et pas seulement l'absence de maladie, de dysfonctionnement ou d'infirmité. Ainsi, une approche positive de la sexualité et de la reproduction doit reconnaître le rôle joué par les relations sexuelles sources de plaisir, la confiance et la communication dans la promotion de l'estime de soi et du bien-être général. Chaque personne a le droit de prendre les décisions qui concernent son corps et d'accéder à des services qui appuient ce droit. Voir par exemple : Commission Guttmacher-Lancet (2018), [Accélérer le progrès, santé et droits sexuels et reproductifs pour tous](#)

- Former les jeunes au plaidoyer
- Renforcer le partenaire local (RENASAGE) d'un point de vue organisationnel et au niveau de la gouvernance.

Sur le diagnostic

Pour réaliser ce projet, le Planning familial a conforté son action avec un double diagnostic :

- **Un diagnostic territorial (avec les associations partenaires)** : approfondissement et actualisation des données, construction d'un état des lieux de la situation des droits à la santé sexuelle et reproductive dans les zones d'intervention, circonscription du périmètre d'intervention du projet sur le plan géographique et des acteurs clés impliqués.
- **Un diagnostic social et épidémiologique** : identifier les problèmes sociaux et sanitaires des jeunes, contribuer à avoir une certaine estimation du niveau d'acceptation sociale des droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) dans les quartiers, avoir des éléments sur les facteurs comportementaux des jeunes sur ces questions, avoir des éléments d'analyse de l'environnement réglementaire concernant les DSSR et la mise en œuvre des séances d'éducation sexuelle à leur niveau.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PROJETS ET LEVIERS D' ACTIONS POUR TENTER D'Y REMÉDIER

La méthodologie utilisée lors de l'atelier collectif ou des ateliers individuels nous a permis de faire émerger des deux expérimentations un ensemble de problématiques et de leviers d'actions qui permettraient de répondre in fine à ces dites problématiques. Cependant, il est nécessaire de rappeler que ces leviers d'actions restent plus ou moins spécifiques aux expérimentations présentées et ne sont pas généralisables à l'ensemble des projets, même s'ils ne sont pas forcément spécifiques aux pays d'intervention. Par ailleurs, si ces difficultés et leviers d'actions relèvent plutôt à la mise en œuvre du projet, c'est parce qu'elles reflètent l'attention portée aux enjeux de genre et de jeunesse dans le suivi réalisé tout au long du projet, sur la base du diagnostic initial.

DIFFICULTÉS	LEVIERS D' ACTIONS
La création de binôme filles/garçons peut faire émerger de nombreuses discordes	Laisser le choix des binômes aux responsables d'établissement qui connaissent très bien les élèves
Les parents ont des réticences face aux projets et ne changent pas leurs pratiques auprès des jeunes	Sensibiliser sur le long terme les jeunes mais aussi toutes les parties prenantes qui gravitent autour des jeunes, et en particulier les parents et les institutions religieuses
La relation entre les animatrices des ateliers et les jeunes s'apparentent plus à une relation mères-enfants	Former les formatrices ⁸ sur leur posture en interventions auprès des jeunes Privilégier des formatrices également jeunes pour favoriser un cadre de confiance entre pairs et permettre des échanges plus ouverts et la pleine participation des jeunes
Les jeunes n'ont pas d'espace de parole dans leurs familles pour discuter des droits à la santé sexuelle et reproductive	Créer avec les formatrices les plus expérimentées des groupes de parole avec les parents uniquement pour ouvrir la discussion sur les DSSR
Les jeunes n'ont pas un accès équitable à internet et aux ressources en ligne.	Mettre en place d'une salle informatique pour répondre aux besoins des jeunes d'accéder à internet

8. Dans le cadre de l'expérience présentée, le choix de n'avoir que des formatrices avait pour objectif de favoriser la prise de parole et le dépassement du tabou, en particulier des filles et jeunes femmes, quand une figure masculine aurait pu les limiter, en particulier dans le cadre d'ateliers avec les mères et les filles.

ARTICULATIONS DES ENJEUX DE GENRE ET JEUNESSES DANS LA PHASE DE DIAGNOSTIC DU PROJET

L'atelier regards croisés et les entretiens individuels avec les structures ont permis de mettre en lumière les difficultés à articuler les enjeux de genre et de jeunesse dans la phase de diagnostic des projets.

En dépit d'entretiens individuels et de focus groups avec les jeunes permettant de mieux cerner les préjugés et les besoins des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive, le Planning Familial soulève la place trop importante des adultes dans le diagnostic. En effet, si les jeunes ont été inclus-e-s dans la phase de diagnostic, le marquage du respect envers les personnes adultes, très présent dans le contexte d'intervention, a freiné la liberté d'expression des jeunes dans les focus group et les entretiens.

La réalisation d'un diagnostic complet qui prend en compte ces enjeux transversaux peut permettre de répondre à un besoin concret, différent en fonction des jeunes. En ce sens, le projet de Partage et du Dispensaire Trottoir a utilisé des ateliers en non-mixité dans le cadre de son diagnostic pour permettre à chacun et chacune de pouvoir partager ses besoins et difficultés plus facilement. Cela a permis notamment aux jeunes filles de s'exprimer sur leurs difficultés à gérer leurs menstruations dans des toilettes mixtes. Ces ateliers peuvent être réalisés également par tranches d'âges pour faciliter les échanges.

Non mixité

« Pratique qui consiste à organiser des rassemblements réservés aux personnes appartenant à des groupes discriminés en excluant la participation de personnes appartenant à des groupes considérés comme potentiellement discriminants ou oppressifs et/ou à réserver la parole aux personnes opprimées en excluant les membres de groupes dominants qui risquent de monopoliser la parole ou de ne pas accorder de crédit à leurs propos. »

C'est grâce à la prise en compte transversale de ces enjeux que le projet répond aux besoins à la fois des jeunes garçons et des jeunes filles : réhabiliter des toilettes tout en facilitant la possibilité pour les jeunes filles de poursuivre leur scolarité en période de règles. Ces ateliers en non-mixité sont un exemple au service de l'intégration de l'approche genre au sein d'un projet favorisant les jeunes comme actrices.

Aussi, la réalisation du diagnostic, qui impacte l'ensemble de la mise en œuvre du projet, se doit d'être faite, dans la mesure du possible, par des personnes formées aux enjeux de genre et de jeunesse. La coordination du projet (Planning Familial) était formée par le Planning Familial aux enjeux de genre et jeunesse en amont du diagnostic. L'organisation souligne cependant que si les enjeux de genre sont intégrés dans les formations des équipes, la question des enjeux de jeunesse est plus récente dans la formation et donc plus difficile à intégrer dans les projets. La formation des professionnel-le-s du secteur de la solidarité internationale sur l'approche jeunes actrices est peu développée. C'est pourquoi l'un des axes du projet "Place aux Jeunes" est la réalisation de formation auprès des acteurs et actrices du secteur pour favoriser la prise en compte de cette approche.

Ainsi, les projets ayant intégré le plus les approches de genre et de jeunesse ont su répondre de façon plus pertinente aux besoins et attentes du public cible, car cela a permis de prendre en compte des structures sociales et des rapports sociaux ayant un effet sur l'expression des besoins. Les organisations participantes, en travaillant collectivement sur des propositions, ont réussi par un regard croisé à proposer des initiatives permettant de surmonter les difficultés identifiées lors de la phase de diagnostic pour permettre une meilleure intégration de ces problématiques et donc en finalité des jeunes filles et jeunes garçons des projets.

Pour permettre un diagnostic intégrant les enjeux de genre et de jeunesses, il est d'abord essentiel de se former, en amont du diagnostic, à ces enjeux, mais également de permettre la formation en continu des parties-prenantes.

Il convient, dès le départ, d'intégrer à la réflexion, non seulement le plus cible, mais aussi les autres parties-prenantes pouvant influencer le projet (familles, institutions, organisations locales, etc.), afin d'identifier les rapports sociaux qui constituent des leviers et ceux qui constituent des freins au changement souhaité.

Enfin, il est important de proposer des types d'espaces et des temps de dialogues différents (en soirée, en journée, les weekends ; formels, informels, collectifs, individuels ; etc.) et de prendre en compte les conditions matérielles de participation des publics visés.

PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE GENRE ET DE JEUNESSES : NOS RECOMMANDATIONS

La richesse des échanges collectifs et individuels ont permis d'établir une liste de recommandations spécifiques en fonction des différentes phases d'un projet (ici pour la phase de diagnostic), mais aussi généralistes (cf. « pour aller plus loin »). Ces recommandations permettent d'apporter un éclairage sur les éléments à prendre en compte pour une pleine intégration des enjeux de genre et de jeunesse au sein des projets de solidarité internationale.

NOS RECOMMANDATIONS

- Favoriser si possible un double diagnostic⁹, en prenant en compte les dimensions sociales et culturelles pour mieux conforter et légitimer son action.
- Prendre le temps d'un diagnostic participatif et inclusif¹⁰
- Se poser la question de la non-mixité des activités¹¹
- Mener un diagnostic social avec des lunettes genre et tenir compte du contexte spécifique d'intervention
- Considérer l'état des droits en s'appuyant sur des dynamiques et des groupes déjà existants
- Élaborer une stratégie de communication qui facilite la communication et le diagnostic avec le public
- Développement d'une stratégie de prise en compte des publics cibles, en particulier les jeunes minorisé-e-s, intégrant les freins éventuels.
- Définition ou redéfinition d'objectifs clairs, réalistes et applicables prenant en compte les problématiques de genre et de jeunesses du terrain
- Élaboration d'une stratégie d'impact au cours et long terme prenant en compte les problématiques de genre et de jeunesses du terrain.

9. Le double diagnostic, territorial et social, permet de prendre en compte les spécificités de la zone d'intervention du projet (en termes d'environnement, d'infrastructure, etc.) et les éléments socio-culturels (normes implicites, relations de pouvoir, etc.) en lien avec la problématique du projet. Par exemple, pour un projet portant sur les DSSR, il convient de connaître les possibilités matérielles d'accès à ces droits et soins, mais également de comprendre les comportements qui pourraient avoir un impact sur la mise en œuvre du projet. Le double diagnostic permet d'ancrer le projet dans le contexte politique, économique, social, culturel et environnemental, et donc de l'adapter au mieux à ce contexte.

10. Un diagnostic participatif et inclusif permet à chacun-e de participer et de mettre en lumière les enjeux personnels et collectifs et doit garantir l'inclusion de l'ensemble des parties-prenantes du projet. Poser le cadre d'une participation et d'une inclusivité authentiques nécessite de définir soigneusement les modalités de réalisation de ce diagnostic, ce qui peut prendre du temps.

11. La question de la non-mixité est importante car elle peut permettre l'émergence d'une parole plus libre sur des questions intimes ou tabous, mais favorise également un sentiment de sécurité plus important lorsqu'on aborde des sujets liés aux violences, discriminations ou inégalités.



PHASE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Introduction	P.16
Présentation des projets	P.17
Articulation des enjeux de genre et de jeunesses	P.19
Nos recommandations	P.20



PHASE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

INTRODUCTION

QU'EST-CE QUE LA MISE EN ŒUVRE ?

La mise en œuvre la phase d'opérationnalisation du projet, autrement dit, son application. Elle part de l'analyse produite par le diagnostic et des pistes d'actions élaborées à la suite de cette analyse. Si la phase de diagnostic a intégré de manière transversale les questions de genre et de jeunesse et notamment les risques en lien avec ces thématiques, la phase de mise en œuvre est d'autant plus efficace. Néanmoins, la phase de mise en œuvre doit rester une étape du cycle de projet restant souple et permettant une adaptabilité face aux difficultés ou besoins rencontrés tout au long de la mise en œuvre des actions. Grâce au suivi, que nous développons dans la dernière partie, le projet et sa mise en œuvre peuvent s'adapter pour que celui-ci atteigne ses objectifs.

POURQUOI ARTICULER LES ENJEUX DE GENRE ET DE JEUNESSES DANS LA MISE EN ŒUVRE ?

Les approches genre et jeunesse font partie intégrante de cette phase et permettent le plein potentiel des projets. La prise en compte de ces approches permet non seulement d'adapter le projet pour atteindre les objectifs globaux mais également d'atteindre des objectifs pour les garçons comme les filles, des adultes comme des jeunes.

PRÉSENTATION, DIFFICULTÉS ET LEVIERS D' ACTIONS DES PROJETS

Dans cette partie, nous présentons les organisations et leur projet pour en faire ressortir les éléments relatifs à la mise en œuvre, les difficultés rencontrées par ces organisations et les solutions proposées par lors de l'atelier pour dépasser celles-ci.

QUARTIERS DU MONDE

Histoires Urbaines

Quelques données clés sur le projet :

Localisation :

- Afrique : Bamako au Mali, Banlieue de Dakar au Sénégal, ville de Salé au Maroc
- Amérique Latine : ville de El Alto en Bolivie, Rio de Janeiro au Brésil et Bogota en Colombie
- Europe : Evry et Montreuil en France, Barcelone et Palma de Majorque en Espagne.

Partenaires : Réseau Enda Bolivie, Colombie, Mali, Maroc. Association Graines au Sénégal, Centro d'études et actions solidaires au Brésil, Casal en Barcelone, le syndicat CGT de Palma de Majorque et les Mairie d'Evry et de Montreuil

Bénéficiaires : Des jeunes filles et des jeunes garçons (pas de données plus précises)

Années de réalisation : 2003-2009 et 4 éditions de forum des jeunes (2009, 2011, 2013 et 2015).

Quartiers du monde (QDM) et ses partenaires locaux ont développé un projet qui vise à renforcer la capacité d'agir et favoriser la participation citoyenne des jeunes, habitants et habitantes des quartiers populaires. L'objectif était de contribuer à la construction des jeunes en tant que sujets sociaux et politiques, en tant qu'acteurs et actrices de leur quartier.

La première année du projet a été consacrée à la tenue d'un diagnostic participatif en mêlant les enjeux de genre et jeunesses en ayant comme volonté de travailler avec des dispositifs d'éducation populaire. Il a été choisi de travailler avec les jeunes car ce sont les premier-e-s concerné-e-s par le projet et les problématiques auxquelles il répond. Les adultes ont quant à elles et eux été dans une posture de facilitateurs et facilitatrices et ont aussi pu se former aux enjeux de genre et jeunesses. QDM a travaillé avec des outils d'éducation populaire¹² et deux personnes référentes pour la méthodologie participative. Cela a permis aux jeunes de débattre, de se questionner, de se retrouver. Les jeunes ont été capables de comprendre le fonctionnement politique et social de leur quartier dès lors qu'elles et ils ont été outillés.

Résultats attendus :

- Des jeunes filles et garçons connaissent le fonctionnement social des sociétés des partenaires
- Des jeunes filles et garçons agissent ensemble dans leurs actions et dans leur participation citoyenne
- Des jeunes filles sont renforcées dans la connaissance de leurs droits des femmes et leur pouvoir d'agir
- Des jeunes garçons deviennent conscients de l'impact du sexisme, du patriarcat et de la domination masculine
- Un dialogue établi entre les collectifs des jeunes (filles et garçons) et les autorités locales

12. L'éducation populaire n'a pas de définition officielle. Il s'agit d'un moyen et d'un horizon : développer collectivement une compréhension critique des enjeux tels que les inégalités sociales dans le but de se doter des moyens pour comprendre le monde et en favoriser sa transformation.

ESSOR

Programme FIP'action

Quelques données clés sur le projet :

Localisation :

- Brésil : État de la Paraíba, État du Ceará,
- Guinée-Bissau : Bissau
- Mozambique : Beira, Maputo, Pemba
- République du Congo : Brazzaville
- Tchad : Moundou, N'Djamena, Sarh

Bénéficiaires : Jeunes femmes et hommes de 17 à 35 ans.

Partenaire : EAO (Guinée-Bissau), Amazona (Brésil), AGACC (Brésil), UPA (Mozambique), CEMAR (Brésil), Réseau Ser Tão Paraibana (Brésil), CJID (Congo), UP, IHDL.

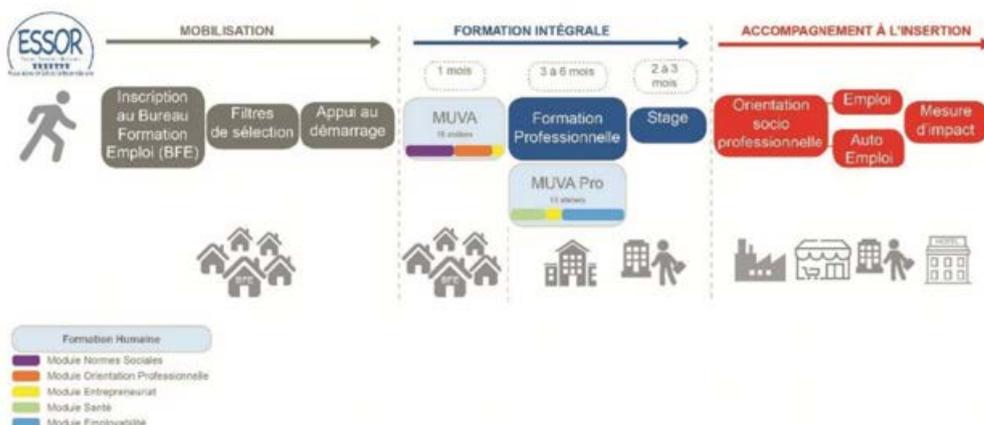
Années de réalisation : 2017-2020

Dans le cadre d'un dispositif au sein des projets Formation et Insertion Professionnelle (FIP), ESSOR et ses partenaires ont développé un projet qui vise à préparer les jeunes à l'insertion sur le marché du travail en utilisant des pédagogies actives et d'éducation populaire. L'objectif est donc de renforcer les compétences des jeunes et renforcer leur employabilité. Pour atteindre et renforcer les compétences visées par Essor, la formation est divisée en 5 modules : normes sociales, orientation professionnelle, entrepreneuriat, employabilité et santé.

Selon elles et eux, les compétences techniques ne sont pas suffisantes pour intégrer et s'épanouir pleinement dans le marché du travail. Les compétences humaines sont désormais de plus en plus recherchées par les employeurs et employeuses : créativité, confiance en soi, aisance, etc. Or, ces compétences sont les plus discriminantes sur le plan social, et pénalisent doublement celles et ceux qui ne peuvent pas accéder à une formation professionnelle de qualité. Ce constat prévaut d'autant plus pour les jeunes femmes qui se retrouvent trop souvent exclues de toutes dynamiques économiques.

Résultats attendus :

- Les jeunes améliorent leurs compétences humaines¹³ et leur employabilité
- Les jeunes bénéficient d'une orientation professionnelle
- Les jeunes bénéficient d'une formation professionnelle / technique
- Les jeunes sont inséré-e-s socio-économiquement de manière pérenne



13. Également appelées soft skills, compétences de vie, compétences transférables, etc.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PROJETS ET LEVIERS D' ACTIONS POUR TENTER D'Y REMÉDIER

La méthodologie utilisée lors de l'atelier collectif ou des ateliers individuels nous a permis de faire émerger un ensemble de problématiques et de leviers d'actions. Cependant, il est nécessaire de rappeler que chaque projet s'inscrit spécifiquement dans un contexte temporel, culturel, géographique etc. Par conséquent, les leviers d'action ci-dessous ne peuvent s'appliquer uniformément à tous les projets.

DIFFICULTÉS	LEVIERS D' ACTIONS
La contextualisation du projet, mis en œuvre sur plusieurs aires géographiques, qui rend complexe la définition de la notion des jeunes	Adapter la phase de diagnostic et la définition des jeunes aux différentes aires géographiques, afin de permettre la prise en compte des besoins réels des jeunes sur l'ensemble des territoires ciblés
La prise en compte de toutes les contraintes liées aux genres (ex : difficultés pour une femme qui est mère de suivre la totalité de la formation)	Développer des formations spécialement conçues en prenant en compte les spécificités et les contraintes de toutes et tous
L'identification claire des attentes et besoins des jeunes en lien avec l'action, nécessaire pour pouvoir y répondre	Intégrer les jeunes dès le début du projet, dans la phase de diagnostic
La formation des personnes formatrices et facilitatrices sur les enjeux de genre et jeunes et sur leur posture	Suivre tout au long du projet les personnes facilitatrices en incluant un module genre et jeunes Pour les personnes en charge de former les personnes facilitatrices, s'assurer des moyens nécessaires à leur formation (mise à disposition de salles, déplacement des etc.)

ARTICULATION DES ENJEUX DE GENRE ET JEUNESSES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

L'atelier regards croisés et les entretiens individuels avec les structures ont permis de mettre en lumière les difficultés à articuler les enjeux de genre et de jeunes dans la phase de mise en œuvre du projet.

L'intégration du genre et des jeunes dans la phase de mise en œuvre du projet est dans la continuité de la phase de diagnostic, puisque l'objectif est de répondre à des besoins potentiellement spécifiques mais également de prendre en compte les inégalités sociales, de droits, politiques ou autres, qui existent dans la population ciblée.

Les outils de l'éducation populaire et les approches genre et jeunes permettent dans la réalisation du projet de mettre au cœur de celui-ci les jeunes. Dans les deux projets présentés, l'utilisation des outils d'éducation populaire et de pédagogie active est au cœur de leurs expérimentations, permettant aux jeunes de renforcer leur pouvoir d'agir et d'être acteurs et actrices

des transformations sociales. Un travail de posture a été réalisé, avec d'un côté les jeunes comme personnes actrices et motrices du projet et les adultes adoptant une posture de facilitation. Cette posture adoptée par les adultes est capitale dans la mise en œuvre de ces projets et répond à une volonté de rendre les jeunes actrices, volonté qu'on retrouve dans l'approche « jeunes actrices ».

Prendre en compte les aspects de genre dans les actions à réaliser est fondamental puisque tous les publics ne pourront pas être touchés de la même façon. Comme on a pu le constater dans la phase de mise en œuvre des projets, les mères avaient plus de difficulté à pouvoir suivre les formations proposées en raison du travail domestique qui leur incombe encore en grande majorité. Il était donc nécessaire de proposer des formations adaptées à leur réalité sociale.

Pour ESSOR, si leur formation s'attache à renforcer l'employabilité et les compétences des jeunes, celles-ci ne répondent pas de prime abord aux attentes des jeunes. Ces jeunes ne recherchent pas en premier lieu à s'intégrer et à s'adapter au marché du travail tel qu'il existe, mais souhaite généralement des transformations sociales d'ampleur qui impactent la forme de celui-ci.

Les formations favorisent les changements de paradigmes et posent des enjeux auxquels les jeunes ne pensent pas. Cependant, cela permet aux jeunes d'aborder les normes sociales et des sujets considérées comme tabous (sexe, sexualité, alcool, violence etc.). De plus, de nombreux et nombreuses jeunes qui ont suivi la formation interviennent par la suite auprès des jeunes qui la suivent.

La prise en compte du genre et des jeunes est essentielle durant la mise en œuvre pour toucher l'ensemble du public cible. La mise en œuvre doit se faire dans la continuité des constats faits durant la phase de diagnostic afin de ne pas renforcer des situations d'inégalités. Intégrer ces enjeux transversaux à toutes les étapes de la mise en œuvre, c'est permettre de diminuer les inégalités de genre et entre jeunes et adultes de manière concrète.

PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE GENRE ET JEUNESSES : NOS RECOMMANDATIONS

La richesse des échanges collectifs et individuels nous ont permis d'établir une liste de recommandations spécifiques en fonction des différentes phases d'un projet (ici pour la phase de mise en œuvre), mais aussi généralistes (cf. « pour aller plus loin »). Ces recommandations permettent d'apporter un éclairage sur les éléments à prendre en compte pour une pleine intégration des enjeux de genre et de jeunesse au sein des projets de solidarité internationale.

NOS RECOMMANDATIONS

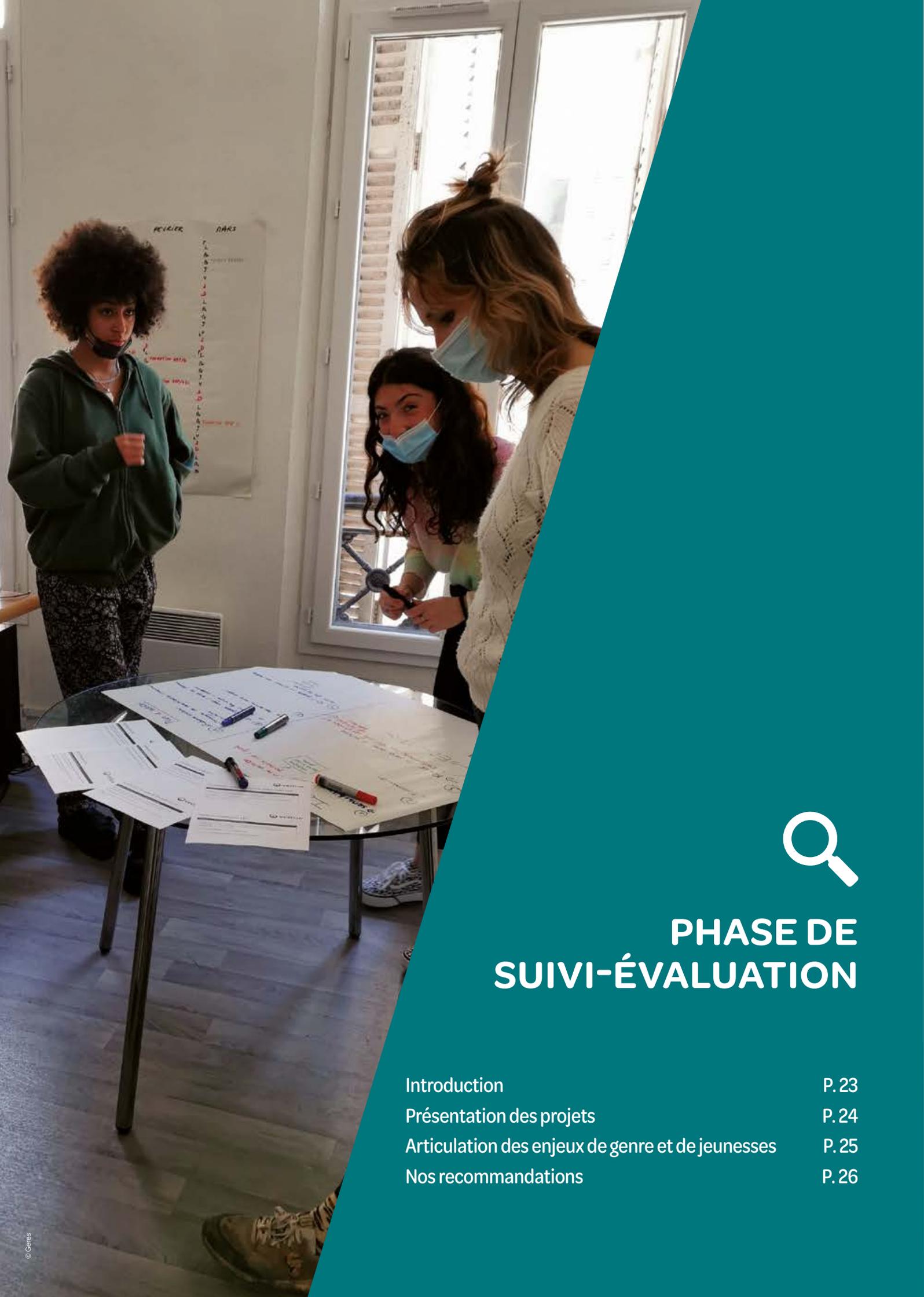
FORMER

- Former les équipes qui formulent et mènent les projets sur l'égalité de genre et les problématiques des jeunes, pour s'assurer qu'elles auront la sensibilité et le regard nécessaire pour accompagner les acteurs et actrices des projets
- Former sur la santé sexuelle et reproductive en milieu professionnel

SENSIBILISER

- Travailler dans l'optique d'une approche transformative de la société
- Déconstruire les normes sociales et de genre
- Mener des discussions sur le fait de croiser le regard entre personnes de différents groupes ou origine pour visibiliser la question sociale ou questionner la culture notamment par l'adoption d'une approche d'éducation populaire
- Favoriser les échanges interculturels pour ouvrir le dialogue sur des sujets et des problématiques contemporaines
- Se poser la question de mixité ou non des activités
- Adopter une approche globale incluant les compétences psychosociales et professionnelles pour favoriser le renforcement de la capacité d'agir

ADAPTER les actions du projet pour favoriser la prise en compte du genre et des jeunes (par exemple : adapter la temporalité des actions, en particulier des temps d'atelier et de formation ; utiliser des modalités de mise en œuvre plus participative et moins hiérarchisées ; etc.)



PHASE DE SUIVI-ÉVALUATION

Introduction	P. 23
Présentation des projets	P. 24
Articulation des enjeux de genre et de jeunesse	P. 25
Nos recommandations	P. 26



PHASE DE SUIVI-ÉVALUATION

INTRODUCTION

QU'EST-CE QUE LE SUIVI-ÉVALUATION ?

Le suivi et l'évaluation sont deux phases distinctes mais complémentaires du projet.

Le suivi s'effectue au fur et à mesure du projet et permet d'enrichir le projet de données et d'informations, mais également de prendre en compte les difficultés, et potentiellement de réévaluer les actions et objectifs.

L'évaluation est une étape qui vient à la fin du projet ou à la moitié de celui-ci, une fois l'ensemble des activités réalisées. Elle s'appuie sur les données bien souvent récoltées grâce au suivi. Cette phase globale permet de s'assurer de la réalisation des activités, de la réussite des objectifs fixés en amont et de l'impact sur les personnes parties-prenantes au projet.

Dans le cadre de l'articulation des enjeux de genre et de jeunesses, l'évaluation est un espace de recul sur les actions mises en place et l'impact en fonction de critères de mesure spécifiques.

POURQUOI ARTICULER LES ENJEUX DE GENRE ET DE JEUNESSES DANS LE SUIVI-ÉVALUATION ?

Prendre en compte les enjeux de genre et de jeunesses dans le suivi-évaluation. Si ces enjeux ont déjà été intégrés lors du diagnostic, alors cette prise en compte permet de s'assurer d'une réponse adéquate, sensible aux enjeux de genre et de jeunesses, aux besoins identifiés dans ce cadre. Si ces enjeux n'ont pas été intégrés lors du diagnostic, cette prise en compte, en particulier dans le cas d'un suivi-évaluation mené en continu au fil du projet, permet d'ajuster les actions prévues au fil de l'eau.

Le suivi-évaluation intégrant les enjeux de genre et de jeunesses permet également d'avoir des informations désagrégées quant à la réponse aux attentes des publics. En effet, les attentes et donc l'atteinte de ces attentes, peuvent différer selon que l'individu répondant est un homme, une femme, une personne jeune, moins jeunes, etc. Un suivi-évaluation sensible à ces enjeux permet une analyse plus fine.

À terme, ce suivi et évaluation permettront de capitaliser en prenant en compte les spécificités de certaines populations (en particulier les jeunes et les jeunes minorisé-e-s) et parties-prenantes pour pouvoir mieux répondre aux difficultés rencontrées par celles-ci et pérenniser le projet en prenant en compte les inégalités.

PRÉSENTATION DU PROJET

PLAN INTERNATIONAL

Pionnière pour l'avenir

Quelques données clés sur le projet :

Localisation : Egypte : Grand Caire, Port Saïd, Louxor

Bénéficiaires : 1100 jeunes femmes de 18 à 35 ans du Grand Caire et de Port Saïd, 400 jeunes femmes de 18 à 35 ans de Louxor, 10 à 15 entreprises privées et les pouvoirs publics

Partenaires : Fondation Sawiris, ONU Femmes, Arborus cepd, le Conseil National des Femmes en Egypte, la Chambre française de commerce et d'industrie en Egypte, l'Ambassade de France en Egypte, l'association El Masry, la fondation Al Watan

Années de réalisation : 2019-2022

Dans le cadre de l'atelier collectif, Plan International France a présenté son projet en se focalisant sur la phase de suivi évaluation. Pionnières pour l'avenir est un projet d'insertion socio-économique spécifique pour les jeunes femmes. Ce projet a pour enjeu de réduire les inégalités de genre face à l'emploi et l'entrepreneuriat en Egypte et notamment au Caire, à Louxor et Port Saïd. In fine, l'objectif du projet est double : permettre l'émancipation des jeunes femmes grâce à la formation professionnelle et encourager un environnement favorable au travail des femmes avec des actions de sensibilisation, de formation à l'égalité femmes-hommes dans le contexte professionnel.

Étape et organisation du suivi évaluation :

Le ou la responsable du suivi-évaluation de chaque bureau d'intervention réalise le suivi. Cependant, lorsqu'il est nécessaire, il peut y avoir des personnes animatrices et des enquêtrices qui viennent appuyer à la réalisation du suivi-évaluation. Quant au coordinateur ou à la coordinatrice, il ou elle va centraliser l'ensemble des données et des informations nécessaires pour analyser et enrichir les indicateurs.

Plusieurs moyens sont utilisés pour réaliser le suivi-évaluation. Le premier est le suivi individuel des jeunes. Ce suivi permet à la fois de les accompagner, de récupérer des données qualitatives et quantitatives, mais aussi d'évaluer la confiance en soi, l'émancipation, etc. Le second est la mise en œuvre d'une évaluation à mi-parcours. Celle-ci permet d'ores et déjà de favoriser une collecte des données en appliquant la méthode de suivi-évaluation. Enfin une évaluation finale, qui est aujourd'hui plutôt réalisée par une équipe externe. Ce suivi-évaluation est réalisé grâce aux indicateurs de l'Organisme de Coopération et de Développement Économique (OCDE), à savoir : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et viabilité/durabilité.

L'ensemble de ce travail de suivi-évaluation se fait en partenariat avec les organisations des pays partenaires en les formant aux enjeux de genre et jeunesse pour qu'elles et ils puissent le réaliser avec le plus de précision possible.

ARTICULATION DES ENJEUX DE GENRE ET JEUNESSES DANS LE SUIVI-ÉVALUATION DU PROJET

PLAN INTERNATIONAL

L'atelier collectif et l'entretien individuel de Plan International France ont permis de souligner des difficultés rencontrées mais également des propositions de solutions.

Dans le cadre du projet de Plan International France, c'est par l'intégration des jeunes dans la phase de diagnostic mais également pendant la mise en œuvre et le suivi-évaluation du projet que celui-ci a pu intégrer dès le départ des problématiques spécifiques de genre et de jeunesse et pointer les limites du projet.

Une fois celles-ci identifiées clairement dès le départ et en continue, la prise en compte de ces difficultés devient donc possible. Les approches genre et jeunesse dans le cadre du suivi et évaluation, mais également à chaque étape du projet, permettent à celui-ci de pouvoir identifier des problématiques spécifiques, les freins ou difficultés, et de pouvoir y répondre de manière pertinente.

Pour être en ligne avec les objectifs des projets, l'intégration des jeunes comme potentiellement parties-prenantes de la conception du projet à l'évaluation est souhaitable. Cette intégration des jeunes ciblés par le projet permet d'une part une continuité des objectifs tout en étant également un gage de qualité quant à la réalisation de ceux-ci, et d'autre part un transfert de compétences favorisant la durabilité du projet.

- Plan International France propose l'intégration des jeunes ciblés dans le portage de projet et plus uniquement de façon consultative dès le diagnostic.
- Le Planning familial, quant à lui, favorise l'intégration des jeunes en incluant un ou une représentante des jeunes dans les parties prenantes de la conception du projet pour avoir des indicateurs de suivi-évaluation les plus pertinents possibles.

En lien avec le suivi évaluation, la collecte de données qualitatives et quantitatives ne peut se réaliser dans certains contextes politiques où les informations ne sont pas toujours disponibles, comme le relève Plan International France. Il est impossible pour certains projets d'obtenir des données désagrégées par sexe, en ce qui concerne certains métiers par exemple. Si les données sont difficilement accessibles dans le cadre de la phase de diagnostic, il est nécessaire lors de la mise en œuvre et du suivi évaluation de tenir des statistiques sur le public reçu.

La prise en compte réelle des attentes des populations ciblés par le projet et leur intégration dans celui-ci se heurte aux obligations de résultats auprès des bailleurs et des organisations partenaires principales. Celles-ci nécessitent bien souvent d'adapter le projet en fonction des critères d'obtention de financements. Or, l'adaptation des projets aux critères d'obtention des financements a de nombreux impacts : sur la définition des indicateurs de suivi-évaluation lors de la conception, sur le choix des activités réalisées, etc. En conséquence, il peut y avoir une tension entre les attentes et besoins du public cible et les attentes des bailleurs. Une souplesse de la part des bailleurs permettrait la prise en compte des propositions et travaux des jeunes concernées

par le projet. Cette prise en compte favoriserait une meilleure intégration de l'approche genre et jeunesse et plus généralement des populations concernées par des projets/actions.

Par ailleurs, le manque, à tout le moins l'insuffisance, de financement, consacrés à la phase de suivi-évaluation, de capitalisation sur les actions menées et de mesures d'impact des actions est une problématique constante dans la réalisation des projets. La durabilité, pourtant essentielle puisqu'elle permet une continuité des impacts du projet lorsque celui-ci s'arrête, est difficilement mise en place par manque de moyens financiers.

Plan international France rappelle qu'on ne peut pas évaluer l'impact et les changements sociaux en profondeur d'un projet seulement sur le temps du projet. La capitalisation est, elle-aussi, souvent sous-financée avec comme impact une forte difficulté à enrichir ses pratiques. Il convient donc d'intégrer les actions de suivi-évaluation et de capitalisation, dans la conception des projets, y compris dans la budgétisation de ceux-ci (en particulier pour le temps de travail nécessaire à la bonne réalisation de ces actions). Ces activités sont en effet indispensables à une bonne intégration des enjeux de genre et de jeunesse, et à un apprentissage collectif pour le renforcement de leurs prises en compte.

Enfin, à l'échelle des financeurs, et dans le cas de ces projets de l'AFD, il existe des cadres de référence en ce qui concerne les enjeux de genre ou de développement durable¹⁴. Cependant, même s'il existe d'autres cadres de référence (par exemple, le CAD de l'OCDE¹⁵), il n'existe pas encore de cadre de référence proposant des indicateurs de mesure du renforcement du pouvoir d'agir des jeunesse.

PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE GENRE ET DE JEUNESSES : NOS RECOMMANDATIONS

La richesse des échanges collectifs et individuels ont permis d'établir une liste de recommandations spécifiques en fonction des différentes phases d'un projet (ici pour la phase de suivi-évaluation), mais aussi généralistes (cf. « pour aller plus loin »). Ces recommandations permettent d'apporter un éclairage sur les éléments à prendre en compte pour une pleine intégration des enjeux de genre et de jeunesse au sein des projets de solidarité internationale.

- Évaluer qualitativement les changements de comportement des parties prenantes du projet en favorisant un suivi-évaluation tout au long du projet
- Développer une stratégie d'intégration des publics cibles, en particulier et des organisations des pays partenaires dans la phase de suivi-évaluation
- Former les personnes qui vont réaliser le suivi-évaluation du projet aux enjeux de genre et jeunesse et aux bonnes pratiques permettant d'intégrer le public visé dans celui-ci
- Avoir a minima des indicateurs désagrégés par sexe et par âge et les croiser pour mieux capitaliser sur le projet
- Formuler une stratégie de durabilité et un plan de sortie pour chaque projet
- Développer un mécanisme de financement flexible afin d'assurer une coopération efficace entre tous les partenaires et bailleurs.

14. Par exemple : AFD (2018), *L'analyse développement durable*

15. OCDE (2016), *Manuel relatif au marqueur de la politique d'aide à l'appui de l'égalité homme-femme établi par le CAD-OCDE*



POUR ALLER PLUS LOIN : RECOMMANDATIONS GÉNÉRALISTES ET ENJEUX DE GOUVERNANCE

Nos recommandations généralistes

P. 28

Zoom sur la gouvernance

P. 29

NOS RECOMMANDATIONS GÉNÉRALISTES

La richesse des échanges collectifs et individuels ont permis d'établir une liste de recommandations spécifiques (intégrées dans chaque partie) en fonction des différentes phases d'un projet, mais aussi généralistes. Ces recommandations permettent d'apporter un éclairage sur les éléments à prendre en compte pour une pleine intégration des enjeux de genre et de jeunesse au sein des projets de solidarité internationale.

📌 Coopérer :

- Avec une complémentarité d'acteurs :
 - Privilégier des structures ayant déjà un passé partenarial ou des associations locales engagées sur ces sujets, avec lesquelles la confiance est déjà installée : cela permet, dès le départ du projet, d'avoir un dialogue plus facile mais aussi de favoriser l'essaimage des pratiques en faveur de la pleine intégration des jeunes qui prennent en compte l'articulation des enjeux de genre et jeunesse
 - Favoriser les synergies entre structures, pour mutualiser les moyens : par exemple, avoir un ou une spécialiste pour plusieurs ONG qui aide à travailler le lien entre les approches transversales de genre et de jeunesse peut aider à travailler ensemble sur ces enjeux
 - Prendre en compte l'ensemble des contextes socioculturels dans lesquels évoluent les jeunes : par exemple, travailler avec les institutions religieuses qui peuvent être considérées comme centrales et qui peuvent représenter un point de blocage si elles ne sont pas en accord avec le projet
- Avec les jeunes et leur famille :
 - Prendre en compte le contexte familial : c'est capital de prendre en compte à la fois les parents et plus largement les familles pour favoriser la réussite du projet, ce qui nécessite de sensibiliser les familles à l'articulation des enjeux de genres et jeunesse
 - Créer des binômes de pairs : cela permet aux jeunes de se former, se sensibiliser et renforcer leur pouvoir d'agir entre elles et eux
 - Inclure l'ensemble des parties prenantes dans les décisions : c'est notamment inclure les jeunes filles et garçons, les adultes femmes et hommes, et ce dès la phase de diagnostic et dans le choix des méthodes, pour qu'ils et elles se mobilisent sur le long terme

📌 Créer un cadre de travail commun pour une bonne appropriation du projet

- S'assurer d'un lexique commun : définir collectivement les termes « jeunesse » et « genre » permet de favoriser une meilleure appropriation (par exemple, définir le terme « jeunesse » non pas comme une classe d'âge mais comme un processus d'autonomisation dans une approche fondée sur les droits¹⁶)
- Clarifier les définitions avec le public visé à chaque activité : C'est important dans ce contexte d'adopter une approche intersectionnelle¹⁷ pour chacune des définitions, afin de croiser les redéfinitions des termes
- S'assurer d'un processus inclusif et favorable
 - Identifier et travailler en permanence sur les résistances que l'on rencontre : C'est notamment important pour les résistances à l'émancipation des jeunes, mais également des femmes et des minorités
 - Réfléchir à l'inclusion de toutes les catégories de jeunesse : Il peut s'agir de s'efforcer d'inclure des catégories éloignées de l'engagement.

16. L'approche fondée sur les droits appliquée aux jeunes consiste à identifier puis à mettre fin aux inégalités, discriminations et entraves pour l'accès des jeunes aux services de base mais également aux services répondant à leurs besoins spécifiques. Il s'agit autant de s'assurer que les débiteurs d'obligations s'acquittent de leurs obligations que de renforcer les capacités des détenteurs de droits de revendiquer leurs droits (civils, politiques, culturels, sociaux, environnementaux, économiques). Elle se fonde sur cinq principes : universalité, indivisibilité, égalité et non-discrimination, participation, responsabilité.

17. Voir, pour une définition, l'introduction de ce document (p. 7)

ZOOM SUR LA GOUVERNANCE : ILS ET ELLES L'ONT FAIT

Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF), qui a participé à l'atelier collectif, ont aujourd'hui au sein de leur structure deux comités identifiés : un comité genre et un comité jeunesses.

Le comité genre a pour but d'impulser une meilleure prise en compte du genre dans les institutions et les projets d'AVSF. Pour ce faire, a été nommée une administratrice volontaire. Un plan d'action a également été mis en place, prévoyant l'égalité entre les femmes et les hommes dans la politique de ressources humaines et dans les projets.

Le comité jeunesses qui a pour ambition de favoriser une meilleure inclusion des jeunes femmes et hommes au sein des équipes, des partenaires et des projets d'AVSF. Il a aussi pour intention de se questionner sur les problématiques de l'installation des jeunes femmes et hommes en agriculture. Si AVSF ne s'est pour l'instant que concentré sur des projets jeunesses par le biais d'une approche technique (insertion professionnelle), l'organisation a pour ambition d'évoluer vers une approche plus complète qui prend en compte l'environnement et les capacités sociales des jeunes.

La création de ces comités est une manière de permettre une potentielle transformation de la structure favorisant une meilleure prise en compte des jeunesses et de genre au sein même de celle-ci.

CONCLUSION

Cet état des lieux a pour intention de proposer des clés de lecture, de méthodologie de gestion de projet et des recommandations à destination des équipes salariées et bénévoles du secteur de la solidarité internationale sur l'articulation des enjeux de genre et de jeunesses.

L'un de nos constats qui en ressort aujourd'hui est un manque : un manque d'accompagnement de la part des institutions, un manque de personnels formés et de ressources humaines dédiées et un manque de financements permettant une articulation des enjeux de genre et de jeunesses.

Il ressort néanmoins que les organisations, que nous remercions pour leur participation à cet exercice, mettent en place tout au long des différentes phases de projet des moyens pour articuler les enjeux transversaux. Quel que soit le domaine d'action du projet, santé, éducation, politique, cet état des lieux a permis de montrer l'importance de prendre en compte ces enjeux de manière transversale au sein de la thématique du projet et de l'importance de ces sujets pour les organisations impliquées. En effet, sans l'adhésion globale de la structure et de ses organes décisionnels, les enjeux croisés de genre et jeunesses ne pourront pas être intégrés dans l'ensemble des stratégies de l'organisation. C'est pourquoi la prise en compte des enjeux de genre et jeunesses au niveau des instances de gouvernance a également été discutée.

La CJSI souhaite, par cet état des lieux qui s'apparente à une forme de capitalisation, diffuser les bonnes pratiques mais aussi les constats et les difficultés qui sont rencontrés par les structures. En effet, si les enjeux de genre et jeunesses sont de plus en plus pris en compte, cela nécessite pour les professionnels une adaptation permanente en fonction du contexte dans lequel ils agissent et avec peu de moyens. C'est pourquoi l'ensemble des recommandations ne doit pas être vu comme une liste exhaustive mais comme une première étape de réflexion.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFD	Agence française de développement
AGACC	Associação Grupo de Apoio às Comunidades Carentes (Brésil)
AJEP	Association de jeunesse et d'éducation populaire
AVSF	Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (France)
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CICID	Comité interministériel sur la coopération internationale et le développement
CJID	Club jeunesse infrastructures et développement (Congo)
CJSI	Commission Jeunesses et Solidarité Internationale de Coordination SUD
CNCD	Centre national de coopération au développement (Belgique)
DSSR	Droits et santé sexuelle et reproductive
ECSI	Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale
FIP	Formation et insertion professionnelle
IHDL	Initiative Humanitaire pour le Développement Local (Tchad)
LGBT+	Lesbiennes, Gay, Bi, Trans, etc. (toute personne non strictement cisgenre et hétérosexuelle)
MAEDI	Ministère des Affaires étrangères et du développement international (aujourd'hui MEAE)
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (anciennement MAEDI)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
OSI	Organisation de solidarité internationale
PADSJ	Programme d'Appui aux Droits et la Santé de Jeunes
PAJ	« Place aux Jeunes ! »
QDM	Quartiers du Monde (France)
RENASAGE	Réseau National des Associations œuvrant pour la Santé de la Reproduction, les Droits et le Genre (Burkina Faso)
UE	Union Européenne
UP	Université Populaire (Tchad)
UPA	Unidos Para Ajudar (Mozambique)
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine / Syndrome de l'immunodéficience acquise

La Commission Jeunesses et Solidarité Internationale de Coordination SUD

La Commission Jeunesses et Solidarité Internationale (CJSI) de Coordination Sud a été créée officiellement en 2017. Elle s'est constituée autour d'une ambition commune : celle de promouvoir les jeunesses actrices des changements sociaux, politiques, économiques, et non simples bénéficiaires des politiques et programmes qui les concernent.

La CJSI est composée de près d'une quarantaine d'organisations de solidarité internationale et de jeunesse et d'éducation populaire. Celles-ci mêlent des approches autour de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), du volontariat, du renforcement de capacités des sociétés civiles, d'animation socioculturelle, de l'éducation populaire, du plaidoyer, des programmes de développement, etc.

La CJSI a pour objectifs (1) de favoriser les échanges de pratiques et d'outils entre les membres, afin de permettre un renforcement des liens et partenariats entre structures des différents collectifs membres, et (2) de construire et porter des positions collectives d'analyse et de plaidoyer dans le cadre d'un travail de suivi des actualités et des politiques publiques de jeunesses et de solidarité internationale à l'échelle nationale, européenne et internationale.

Les membres de la CJSI : Action Éducation, Apprentis d'Auteuil, Asmae – Association Sœur Emmanuelle, ATD Quart-Monde, CCFD – Terre Solidaire, Clong Volontariat, Cnajep, Eclaireuses Eclaireurs de France (EEDF), Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM), Empow'her, Engagé-e-s & Déterminé-e-s (E&D), Equipop, ESSOR, Fédération Léo Lagrange, FORIM, France Volontaires, Frères des Hommes, Geres, Grdr Migration – Citoyenneté – Développement, GRET, Groupe Initiatives, IRAM, Ingénieurs Sans Frontières (ISF), La Guilde Européenne du Raid, Le Partenariat, Les CEMEA, LP4Y, MADERA, Migrations & Développement, PARTAGE, Plan International France, Réseau Euromed France (REF), Service de Coopération au Développement (SCD), Scouts et Guides de France (SGDF), Solidarité Laïque, SOS Villages d'enfants, Terre des Hommes France, UNMFREO, Yes Akademia, Youth for Change Network.

Contact de la Commissions Jeunesses et Solidarité Internationale et du projet

« Place aux Jeunes ! » :

Arthur Beauté, Engagé-e-s et Déterminé-e-s

abeaute@engage-d.org

www.coordinationsud.org

Avec le soutien financier de l'Agence française de développement



Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel des organismes ayant apporté leur soutien financier.

Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et information préalable auprès du service Communication de Coordination SUD.

COORDINATION RÉDACTIONNELLE
Arthur Beauté et William Feys

RELECTURE
Casper Dufaux et Mélanie Pelascini

CRÉATION GRAPHIQUE
Benjamin Madelainne

Crédits photo de couverture : xxxxxxxx

mai 2023



Rassembler et agir
pour la solidarité internationale

14, passage Dubail 75010 Paris
Tél. : +33 1 44 72 93 72
www.coordinationsud.org